



## Conseil Economique et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/42  
28 août 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

### COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et de  
la protection des minorités  
Quarante-troisième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### LES DROITS DE L'HOMME ET L'INVALIDITE

Communication écrite présentée par Human Rights Advocates,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif

(catégorie II)

1. "J'aime à croire - et telle est à la vérité ma conviction - qu'en dépit de tous ses défauts et de toutes ses folies, l'homme saura non seulement assurer sa survie sur la terre sous l'effet de la raison, du bon sens et de sa volonté de vivre, mais aussi continuer de progresser grâce aux capacités illimitées de son génie créateur" 1/. Voilà les dernières paroles prononcées à l'Organisation des Nations Unies par feu Ralph Bunche, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales; il lisait alors non sans effort d'immenses feuillets, lui le fin diplomate fervent défenseur des droits de tous qui avait franchi la double barrière de la discrimination raciale et de la marginalisation des invalides.

2. Qu'il nous soit permis de dire, paraphrasant Ralph Bunche, que nous aimons à croire - et que telle est à la vérité notre conviction - que la multiplication des instruments destinés à lutter contre les mesures discriminatoires et à protéger les minorités est annonciatrice de progrès systématiques dans ce domaine. Les instruments internationaux destinés à promouvoir les droits de l'homme sont légion, mais encore faut-il que les individus et les gouvernements s'emploient avec détermination et imagination à leur donner effet 2/ 3/.

3. Certains veulent dissocier les droits de l'homme en différents "thèmes", comme si chacun d'eux était une fusée éclairant le champ de bataille de la survie. D'autres, en revanche, perçoivent distinctement l'interdépendance de tous les aspects de l'existence et pour eux les "thèmes" sont les rayons solidaires d'un moulin à prières qui tourne pour demander la paix. Le "thème" de l'"invalidité" corrobore ce point de vue. L'invalidité touche toutes les cultures, toutes les races, tous les groupes d'âge et toutes les catégories sociales. Parmi ses causes figurent la détention illégale et la torture; elle frappe de préférence les populations autochtones, et les femmes et les enfants; elle se nourrit des politiques de discrimination et de ségrégation raciales et du système d'apartheid; elle ne connaît que trop bien le manque d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire.

4. C'est avec un plaisir tout particulier que nous avons pris connaissance du rapport sur les droits de l'homme et l'invalidité établi par le Rapporteur spécial, M. Leandro Despouy, qui vient maintenant s'ajouter à l'ensemble des instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme. Nous ne saurions nous contenter de rendre hommage à M. Despouy pour son esprit pénétrant, pour son sens profond des droits des invalides, pour le sérieux de son travail de compilation d'une énorme somme de renseignements, pour l'attention qu'il accorde aux avis des spécialistes. Nous devons, de toute urgence, mettre en application les idées contenues dans son rapport.

5. Dans son étude approfondie intitulée "Condition de l'individu et droit international contemporain" (E/CN.4/Sub.2/1989/40), Mme Erica-Irene Daes, rapporteur spécial, fait clairement apparaître qu'expression politique et sagesse politique ne vont pas toujours de pair. Toutefois, il est réconfortant de constater, à la lecture de son rapport, qui a pour titre général "Promotion, protection et rétablissement des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international", que les résolutions adoptées par la Sous-Commission ont, ou presque, valeur de normes et peuvent être des instruments efficaces.

6. M. Danilo Türk a écrit : "Toute conquête d'espace de liberté, fondée sur le courage des très pauvres à défendre la dignité humaine, ouvre la communauté entière vers un renouveau de sa pratique des droits de l'homme" (E/CN.4/Sub.2/1990/19). Les invalides sont à l'évidence, les plus pauvres parmi les pauvres. Il est certain que ce groupe en défendant la dignité humaine ouvre la communauté entière vers un renouveau.

7. Les atteintes à la dignité humaine et, par voie de conséquence, aux droits de l'homme, sont comme un virus qui n'a pas encore été jugulé. Human Rights Advocates souhaite donc mettre l'accent sur deux aspects : la prévention et le traitement. Les mesures de prévention en médecine, par exemple, prennent des formes très diverses selon la nature du virus. Dans le cas des violations endémiques des droits de l'homme, les mesures préventives doivent être dosées à partir d'un élément essentiel dont il est possible de tirer quantité de composés curatifs : je veux parler de nos attitudes.

8. L'attitude, comme le montre si éloquentement M. Despouy, est le principal inhibiteur. C'est pourquoi il choisit de s'écarter de la conception classique de l'invalidité, qui est ... strictement limitée au milieu des personnes qui en souffrent, sans qu'on y voie un phénomène qui nous concerne tous" 4/;

en effet, les handicapés se heurtent à des "barrières physiques et sociales qui empêchent leur intégration et leur pleine participation à la vie de la communauté. Il en résulte que des millions d'enfants et d'adultes dans le monde entier subissent une ségrégation et, privés de presque tous leurs droits, traînent une existence marquée par la marginalisation et le malheur" 5/; il est donc "indispensable de faire abstraction de tout sentiment de pitié ou de commisération. Nous ne nous trouvons pas devant un problème de caractère strictement humanitaire et encore moins devant des faits qui font appel à notre charité" 6/; il convient de tenir compte de "l'obligation d'adopter les dispositions nécessaires pour que les personnes handicapées puissent exercer effectivement l'ensemble de leurs droits en tant qu'êtres humains, dans des conditions d'égalité avec les autres membres de la société" 7/. Cet exposé des changements d'attitude qui s'imposent pour enrayer l'érosion des droits de l'homme des handicapés est étayé par l'analyse des causes d'invalidité contenue dans le rapport 8/. Chaque cause est directement liée soit à une violation flagrante des droits universels de la personne humaine 9/ soit à des pratiques abusives 10/.

9. J'ai eu le privilège d'assister, au début de l'année - sans que ce soit en qualité de représentant de Human Rights Advocates - aux débats du Tribunal populaire permanent, à l'Université de Yale aux Etats-Unis. Ils avaient pour thème : "Risques industriels et écologiques et droits de l'homme". Le Tribunal a entendu des dépositions orales et reçu d'autres témoignages de victimes de catastrophes industrielles au Japon, en Inde, aux Iles Marshall, au Royaume-Uni, et dans différentes régions des Etats-Unis d'Amérique. Certains témoignages mettaient en cause toute une variété de technologies et produits dangereux : armes de guerre (agent orange), engins ou produits chimiques (Dalkon Shield et DES), intoxication à l'amiante, effets incapacitants persistants de l'exposition à des radiations à la suite d'essais nucléaires ou de l'exploitation minière et du traitement de matériaux radioactifs, intoxication au mercure au Japon, mort ou agonie de travailleurs dues à des déchets industriels dangereux ou à des vapeurs toxiques, comme dans le cas de la catastrophe de Bhopal en Inde.

10. Certaines des personnes présentes lors des débats du Tribunal auraient souhaité assister aussi à cette quarante-troisième session de la Sous-Commission pour faire valoir l'impérieuse nécessité d'établir un lien entre droits de l'homme et prévention de l'invalidité. Pour des raisons de santé ou faute de moyens, ils n'ont pas pu donner suite à leur projet. Copie de la décision du Tribunal peut être demandée au Centre pour les droits de l'homme. Il faut espérer que l'un des témoignages encouragera tous ceux qui luttent pour la prévention des causes d'invalidité.

11. Les représentants de Workers Against Toxic Chemical Hazards (Youngstown, Ohio) ont expliqué en termes convaincants comment ils avaient réussi à obtenir de la compagnie General Motors qu'elle "nettoie" ses installations 11/ 12/ 13/ 14/ 15/. Leur exposé a corroboré l'opinion de l'un des juges selon laquelle : "il est primordial de mettre en cause la responsabilité personnelle des gestionnaires de telles sociétés et compagnies ainsi que celle des fonctionnaires concernés" 16/.

12. Cette idée n'est-elle pas manifestement contenue dans le rapport de M. Despouy ? N'est-il pas de la responsabilité normative de la collectivité dans son ensemble de faire de l'élimination des attitudes qui favorisent les violations des droits de l'homme et les propagent, la responsabilité de chacun ?

13. Comme c'est souvent le cas en médecine, la prévention peut porter en elle-même le remède. Si l'éducation, les médias, la législation, le fonctionnement de la justice, etc., tendent à inculquer une attitude saine à l'égard des droits de l'homme en général, dans le droit fil de la Charte internationale des droits de l'homme, le terrain sera propice à des mesures curatives normatives : transfert de technologies qui favoriseront l'indépendance économique des pays en développement; suppression de toute forme de mutilation de l'être humain, pour quelque motif que ce soit; création de conditions où chacun pourra s'instruire, travailler et mener une vie normale dans tous les domaines; possibilité de faire appel à un médiateur. Dans un tel contexte, la nécessité ne se ferait pas sentir d'adopter une résolution spécialement destinée à faciliter aux invalides, y compris les sourds et les aveugles, l'accès au Palais des Nations, ici même à Genève, afin de leur permettre de participer pleinement aux travaux de l'ONU.

14. La seule vraie question est la suivante : avons-nous la volonté d'exploiter à fond notre esprit créateur ou allons-nous continuer de permettre que le virus invalidant de nos propres attitudes diminue chacun de nous et contamine notre monde ? Faisons-nous nôtres les paroles de Ralph Bunche : "J'aime à croire - et telle est à la vérité ma conviction - qu'en dépit de tous ses défauts et de toutes ses folies, l'homme saura non seulement assurer sa survie sur la terre sous l'effet de la raison, du bon sens et de sa volonté de vivre, mais aussi continuer de progresser grâce aux capacités illimitées de son génie créateur" 1/ ? Nous aimons à croire, et telle est à la vérité notre conviction... Nous le pouvons. Nous le devons !

NOTES

1/ Ralph Bunche : The Man and His Times, Benjamin Rivlin, Holmes & Meier, ed., New York/Londres, 1990, p. 264.

2/ Les droits de l'homme et l'invalidité (E/CN.4/Sub.2/1991/31), Leandro Despouy, rapporteur spécial, par. 27 à 82.

3/ Tribunal populaire permanent, Décision adoptée à la session tenue aux Etats-Unis d'Amérique, "Tribunal on Industrial and Environmental Hazards and Human Rights", communiquée le 17 juillet 1991, p. 6 à 13.

4/ Op. cit., par. 2.

5/ Ibid., par. 3.

6/ Ibid., par. 5.

7/ Ibid., par. 7.

8/ Ibid., par. 109 à 180.

9/ Ibid., par. 119 à 173.

10/ Ibid., par. 174 à 180.

11/ Permanent People's Tribunal, op. cit., p. 4.

12/ Ibid., p. 14.

13/ Ibid., p. 17.

14/ Ibid., p. 19.

15/ Ibid., p. 20 à 22.

16/ Communiqué de presse du Permanent People's Tribunal on Industrial Hazards and Human Rights, "Worldwide Human Rights Abuses of Industrial Disaster Victims cited", 17 juillet 1991, p. 1.

---